



L'Amérique centrale se remilitarise pour faire « la guerre contre la drogue » imposée par Washington

L'Amérique Centrale se remilitarise (Partie 1)

Par [Giorgio Trucchi](#)

Mondialisation.ca, 30 octobre 2013

Opera Mundi / Alba Sud

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Militarisation](#)

Militarisation de l'Amérique Centrale. Photo de Juan Chinchilla.

La Guerre contre les drogues impulsée par Washington est en train de remilitariser la région. Mais ses vrais objectifs sont liés à une volonté de repositionnement politico-militaire, à l'exploitation des ressources naturelles et à la répression sociale.

Le 7 août 1987, la signature de l'Accord de Esquipulas II par les Présidents du Guatemala, du Salvador, du Honduras, du Nicaragua et de Costa Rica marque le début d'un processus qui conduit à la fin des conflits armés internes. Les guerres civiles Centraméricaines trouvèrent leur place dans le cadre de la Guerre Froide et laissèrent un solde de centaines de milliers de victimes dans la région.

Cet évènement historique non seulement témoignait d'une première prise de distance des gouvernements centraméricains d'avec les deux superpuissances d'alors - États-Unis et Union Soviétique - sinon qu'il ouvrait le chemin pour la pacification et la démilitarisation de l'Amérique Centrale, par le moyen d'une réduction drastique des forces militaires et de l'armement.

Vingt-cinq ans plus tard, cette même région est secouée par une vague de violence sans précédent. L'avance du crime organisé en relation avec le narcotrafic, associé à de hauts indices de pauvreté qui affectent la grande majorité de la population, ont converti les pays centraméricains en corridor de transit de drogues vers les États-Unis.

Dans de nombreux cas les institutions ont été infiltrées par les cartels de la drogue et les bandes criminelles, minant la déjà fragile institutionnalité démocratique qui, avec difficulté s'était construite dans l'après-guerre

Une situation fort compliquée, surtout pour les pays du Triangle Nord - Guatemala, El Salvador et Honduras - qui ont atteint des indices de violence et de criminalité parmi les plus élevés du monde et un taux d'homicide qui dépasse ceux de différents pays en guerre.

Selon **William Brownfield** secrétaire d'Etat adjoint pour les Affaires Internationales de Narcotiques, à présent la menace la plus grande pour les États-Unis s'est déplacée en Centramérique, « où les trafiquants et les bandes criminelles facilitent le flux de 95% de toute la cocaïne qui arrive sur « le territoire nord-américain ». Le Département des États-Unis assure que plus de 70% de cette quantité transitent par le Honduras.

Face à ce scénario préoccupant et avec l'objectif déclaré de combattre les dommages causés par les narco activités, les EU ont retourné récemment le regard vers l'Amérique centrale. D'un côté ils ont constitué et impulsé leur présence militaire, le travail de renseignements, la capacitation des forces de sécurité nationales, et d'autre part ils ont implantés les techniques et technologies militaires appliquées à de nouvelles tactiques de guerre.

Les principaux instruments de cette nouvelle stratégie "belliqueuse" ont été l'Association de Sécurité Citoyenne d'Amérique Centrale, lancée par le Président Barack Obama en 2011 durant sa visite au Salvador, et la CARSI (Initiative Régionale de Sécurité pour l'Amérique Centrale), la version centraméricaine de l'initiative Merida et du Plan Colombie.

De fait il s'agit de la principal structure d'application et de financement des Etats-Unis dans la région, avec laquelle ils prétendent coordonner les pays centraméricains avec les institutions financières internationales, le secteur privé, la société civile et le SICA (Système d'Intégration Centraméricain) « pour former, professionnaliser et doter les Forces de Sécurité des Etats », ainsi que pour les appuyer dans le combat direct contre le narcotrafic », souligne Brownfield

Remilitarisation

Durant sa visite au Honduras en mars de l'année en cours, le vice-président des Etats-Unis, Joe Biden, accompagné par le directeur des Affaires de l'Hémisphère Occidental du Conseil de Sécurité Nationale Dan Restrepo, dit que, malgré la crise économique, son pays va maintenir les contrats conclus avec la région.

Selon des données du Département d'Etat, entre 2008 et 2012, l'aide financière annuelle destinée par Washington à la région centraméricaine pour la lutte contre le narcotrafic a augmenté de 75% atteignant un total de 496 millions de dollars. Pour 2013, l'administration Obama a sollicité du Congrès l'approbation d'un nouveau montant de 107 millions.

Un rapport du SIPRI (Institut International d'Investigation de La Paz), met en évidence le fait qu'en 2011 l'Amérique Centrale et les Caraïbes ont totalisé des dépenses militaires conjointes s'élevant à 7 milliards de dollars, soit 2,7 % de plus que l'année antérieure. Le troisième pays avec la plus grande augmentation fut le Guatemala 7,1%. A la tête des pays qui investissent le plus dans le secteur guerrier dans le monde les Etats-Unis restèrent en tête avec 711 milliards en 2011.



Militarisation à Bajo Aguán, Honduras. Photo de Giorgio Trucchi.

Le Guatemala avec l'appui économique et technique des États-Unis, créera une force militaire pour combattre le narcotrafic dans l'Océan Pacifique et dans la région de San Marco à la frontière avec le Mexique. La même chose est en train de se produire au Honduras avec la création de la nouvelle force de sécurité, Tigres (Troupes de renseignement et Groupes de Réponse Spéciale de Sécurité). Pendant ce temps les gouvernements du triangle Nord, en coordination avec le gouvernement étasunien et la participation d'autres pays d'Amérique Latine et d'Europe lanceront « l'Opération Martillo », un effort multinational qui fait partie de la nouvelle stratégie de sécurité régionale du gouvernement US et de la CARSI pour combattre le crime organisé transnational.

L'Institut International d'Etude Stratégiques enregistre que, entre les années 2009 et 2010, il y eu une augmentation de presque 2000 effectifs dans les forces militaires du Guatemala et du Salvador, et que le Honduras espère en faire autant dans les prochaines années. Cette augmentation fut moindre dans le reste des pays de la région.

De la même manière, l'Atlas comparatif de la Défense en Amérique Latine et dans les Caraïbes (2010), élaboré par RESDAL (Réseau de Sécurité et de Défense d'Amérique Latine) met en évidence que de 2006 à 2010, le Salvador expérimenta une augmentation de presque 20% dans son budget de défense, le Guatemala presque 16%, Nicaragua 9% pendant que l'augmentation au Honduras fut de 64%.

Dans le cas particulier du Honduras en 2011, le Pentagone augmenta ses dépenses militaires dans le pays de 71% par rapport à l'année antérieure. Malgré la grave crise économique, politico-institutionnelle et sociale qui sévit au Honduras depuis le coup d'état de 2009 et les dénonciations répétées de corruptions, violations des droits humains et

collusion avec le crime organisé dirigées contre la Police Nationale, les États-Unis lui octroient 53,8 millions de dollars et ont prévu de continuer avec leurs programmes.

Quoique sans compter sur l'armée -mais bien avec des forces de sécurité fortement militarisées - Panama et Costa Rica ne restent pas en arrière dans cette course à l'armement. Selon Roberto Cajina, membre de la Junte Directive de RESDAL, ce processus de remilitarisation s'exprime sous différentes formes ; comme par exemple l'acquisition d'un nouvel armement aérien, naval et de terre, mais aussi à travers la présence massive d'effectifs militaires et de moyens navals, terrestres et aériens étasuniens, à la demande des institutions de l'Etat comme c'est le cas au Costa Rica.,

En 2010, le Congrès de Costa Rica autorise l'arrivée de 46 navires de guerres et de sept mille effectifs des troupes étasuniennes sur les côtes du Costa Rica pour réaliser des opérations militaires, des missions antinarcos et de prétendues missions humanitaires dans la région. En juillet de l'année en cours, les députés ont autorisé l'entrée, l'amarrage, le débarquement et la présence permanente dans les eaux territoriales du navire de guerre USS Elrod.

Le Nicaragua maintient le profil bas et donne une information insuffisante concernant la gestion et l'usage de son budget annuel, ainsi qu'au sujet de ses investissements militaires. Cependant grâce à l'appui du gouvernement sandiniste et de ses députés, il y eu d'importantes modifications de sa base juridique au moyen de l'approbation de loi qui lui confèrent d'importantes dotations de pouvoir et de nouveaux et plus grands espaces d'autonomie.

Militarisation de la sécurité publique

Un autre élément souligné par Cajina est la croissante participation des armées dans la dite "guerre contre les drogues", laquelle a conduit à la militarisation des polices et à la « policisation » des armées. En effet, dans les pays du Triangle Nord, on a légiféré pour que les militaires puissent accomplir des tâches d'ordre public. « Peu à peu s'efface la fine ligne rouge qui sépare Défense Nationale et Sécurité Publique, une menace émergente réelle contre les faibles processus de construction d'une institutionnalité démocratique en Amérique Latine », dit Cajina

A ce propos, le VIème Rapport Centraméricain sur les Droits Humains et les Conflits Sociaux, élaboré par différentes instances de droits humains de la région, signale que la militarisation à laquelle a été soumise la sécurité publique en Amérique Centrale serait en train de dénaturer les institutions policières.

"Le fait même de déplacer nouvellement l'armée dans les villes centraméricaines, non seulement ne s'est pas traduit par une réduction des indices de violence et de la criminalité, mais au contraire, ils ont augmenté, l'armée servant d'outil pour freiner les rébellions de malaise social contre des systèmes oppresseurs qui lancent les populations dans la marginalité sociale et la pauvreté » signale le rapport final.

Et si ceci ne suffit pas, il faut savoir qu'il existe en Amérique Centrale, une véritable armée d'agents de sécurité privée. On a calculé qu'il y aurait presque 70 000 gardes fortement armés qui travaillent pour 717 entreprises de la région formant partie de la nouvelle militarisation régionale et qui en plus ont des méthodes très particulières.

« Dans la nouvelle organisation militaire centraméricaine post années 90, la majorité des armées ont dirigé leurs pas vers l'administration d'entreprises productives ou de service. Ce sont les nouveaux entrepreneurs, les nouveaux investisseurs et le lieu où se conjugue le pouvoir militaire et le pouvoir économique du nouveau libéralisme des temps modernes », assure la journaliste Dea Maria Hidalgo

Les États-Unis envoient des troupes

L'autre visage du processus de remilitarisation de l'Amérique Centrale est le repositionnement militaire des États-Unis. Les Étatsuniens ont recommencé à faire résonner les bruits de leurs bottes militaires sur le sol de l'Amérique Centrale, cette fois avec de nouvelles techniques et technologies.

Après avoir réactivé la '4^{ème} flotte en 2008, installé de nouvelles bases militaires (iles de Guanaja et Caratasca) et trois bases d'opérations avancées (Puerto castilla, El Aguacate et Mocoron) au Honduras et renforcé les bases existantes, les États-Unis ont approfondi le programme de formation et d'entraînement militaire des troupes nationales, ils ont intensifié les manœuvres militaires dans les alentours du Canal de Panama, il ont promu l'usage de sous-traitants pour des tâches de réponses rapides et ont déployé de forts contingents d'agents spéciaux de la DEA (Drug Enforcement Administration)

Todd Robinson, sous-secrétaire adjoint au bureau des Affaires Internationales des Narcotiques et d'Application de la Loi, déclarait récemment dans une entrevue avec la BBC Mundo, qu'il n'existe pas de guerre contre la drogue, sinon une décision politique pour aider ces gouvernements à protéger leurs citoyens et nous protégeons les nôtres.

Il est cependant chaque jour plus évident que l'administration Obama est en train d'impulser et de développer sa formule pour un nouveau mode de guerre étasunienne. Selon le portail de TomDispatch, dans cette seconde décennie du nouveau siècle, il faut oublier les invasions à grande échelle comme dans le passé récent, il faut penser en termes de « forces d'opérations spéciales qui agissent indépendamment, mais qui aussi s'entraînent ou combattent conjointement avec les militaires alliés dans le monde entier. »

En plus de cela, il faut attendre un investissement chaque fois plus profond vers « la militarisation de l'espionnage et du renseignement, l'usage de drones, ainsi que le lancement d'attaques cybernétique et d'opérations conjointes du Pentagone avec des organisations gouvernementales civiles toujours plus militarisées, explique ce portail.[1]

Il s'agirait "d'opérations militaires confuses", ce qui veut dire une espèce de version organisationnelle de la guerre dans laquelle « un Pentagone dominant fusionne ses forces avec d'autres agences gouvernementales, comme la CIA, le Département d'Etat et la DEA, et des forces mercenaires étrangères, dans de complexes missions combinées.

C'est une stratégie qui a un impact fort sur les populations et a provoqué de fortes critiques de la part de larges secteurs de la société centraméricaine. Selon eux, non seulement la lutte contre le narcotrafic a échoué et n'a pas résolu les graves problèmes reliés à ce phénomène, sinon que derrière ce processus de remilitarisation de la région sont occultés, les vrais objectifs des États-Unis et de leurs alliés centraméricains : leur repositionnement politico-militaire dans la région, le contrôle et l'exploitation des principales ressources naturelle et la criminalisation des protestations sociales , avec de très probables augmentations de la violence et de la répression.

Article original en portugais : [América Central se remilitariza para a « guerra contra as drogas » imposta por Washington](#), Opera Mundi, le 29 septembre 2012.

Ce reportage a été publié originellement en quatre parties dans le périodique brésilien Opera Mundi. La traduction espagnole a été réalisée par son auteur et publiée sur le blog [Nicaragua y más](#).

Giorgio Trucchi est journaliste et correspondant pour l'Amérique centrale du Système d'Information de la [Rel-UITA](#)(SIREL). Il collabore également avec le périodique digital [Opera Mundi](#) et [ALBA SUD](#), où il gère son blog [Pueblos en Resistencia](#).

[Traduction française Anne Wolff](#)

La source originale de cet article est Opera Mundi / Alba Sud
Copyright © [Giorgio Trucchi](#), Opera Mundi / Alba Sud, 2013

Articles Par : [Giorgio Trucchi](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca